

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	112 (1967)
Heft:	6
Artikel:	Rétroperspective historique : 1944-1945 : les pourparlers en vue d'une capitulation des forces allemandes en Italie du nord
Autor:	Schneider, Fernand-Thiébaut / R.M.
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-343364

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction: Colonel-brigadier **Roger Masson**

Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG **Georges Rapp**

Administration: Lt-colonel **Ernest Büetiger**

Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. de la Gare 33, 1000 Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)

annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, 1000 Lausanne

ABONNEMENT: **Suisse:** 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—

Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

Rétrospective historique

1944-1945 : Les pourparlers en vue d'une capitulation des forces allemandes en Italie du Nord

L'article qui suit rappelle la nature et le développement des pourparlers que le général SS Wolff amorça, en 1944 en vue de la capitulation des troupes allemandes en Italie où les armées alliées, provenant de l'Afrique du nord, étaient commandées en chef par le général américain Alexander (P. C. Caserte, près de Naples). La liaison entre ce dernier et Wolff étant laborieuse à établir, de nombreuses personnalités durent être interposées pour cette délicate transaction, au nombre desquelles on ne citera que les noms du baron italien Parilli, du Dr Husman, directeur d'un institut de jeunes gens au Zugerberg et d'Allen Dulles, accrédité près la légation des Etats-Unis à Berne, et de certains officiers du SR suisse, dont on peut se demander ce qui justifiait leur intervention dans cette affaire, puisqu'ils relevaient d'un Etat neutre et n'avaient en principe pas à se mêler de politique ou de diplomatie étrangère.

L'expérience a toutefois démontré que, dans le domaine de la recherche offensive de l'information, les organes du 2^e bureau tombent souvent, sans l'avoir prémedité, dans un réseau d'intrigues ou même de conspirations qui leur posent, à leur modeste échelon, des problèmes de conscience, notamment sur le plan humanitaire. A l'époque que nous avons précisée plus haut, notre frontière était fermée à toute investigation militaire étrangère et étroitement surveillée. Pour atteindre son but, le général Wolff avait donc besoin de faire passer par la Suisse certains de ses parlementaires. Car, à Berne (Dulles) il

était nécessaire d'obtenir de Roosevelt et de Churchill leur préavis favorable avant de provoquer, à Caserte, la confirmation de la capitulation envisagée.

Au début de 1945, le III^e Reich avait virtuellement perdu la guerre. Sur le front est, les Russes progressaient sans répit; à l'ouest les armées d'Eisenhower, après avoir fin 1944 bordé le Rhin, franchissaient ce fleuve pour gagner l'intérieur de l'Allemagne. Il semblait alors logique et humain de mettre un terme aux combats sanglants de l'Italie du nord et de sauver, par l'arrêt des hostilités, de part et d'autre, des milliers de vies.

L'initiative de la capitulation avait été prise par un général allemand, avec l'approbation du Vatican. Le concours que lui ont apporté certains de nos officiers, s'il n'était pas prévu dans le cadre de leur mission, peut donc s'expliquer par des impératifs moraux qu'imposent certains événements.

Ces officiers n'avaient pas estimé devoir informer leur chef, pour ne pas lui faire endosser la responsabilité d'une entreprise dont il n'avait pas pris personnellement l'initiative. L'affaire a réussi et nous leur en avons laissé le mérite. Mais, bien entendu, si elle avait échoué, nous les aurions couverts de notre autorité, selon le simple devoir qu'impose à tout chef la protection et l'estime qu'il doit à ses subordonnés.

R. M.

Le voile se lève peu à peu sur les circonstances qui ont entouré la capitulation allemande en Italie, en 1945.

En effet, après de nombreuses publications partielles, dans divers pays d'Europe surtout, il devient possible désormais de retracer dans leurs grandes lignes les tractations successives qui ont abouti à la reddition considérée.

En particulier, les récents mémoires d'Allen Dulles et de son adjoint, Gero von Gaevernitz, constituent une remarquable mise au point de nos connaissances en la matière. Ils valorisent et corrigent à la fois la masse des renseignements déjà antérieurement diffusés, surtout dans la presse de langue allemande.

Compte tenu de cette abondante documentation nous pouvons donc évoquer, sans trop de risques d'erreurs, les origines, le développement et l'aboutissement des efforts — notamment du général SS Wolff — en vue de l'arrêt d'une guerre déjà virtuellement perdue par l'Allemagne d'Hitler, en Italie du Nord, dès 1944.

**LA PHASE PRÉLIMINAIRE: L'EXTRAORDINAIRE ENTREVUE
ENTRE WOLFF ET PIE XII**

En 1944, l'Obergruppenführer SS Wolff avait derrière lui une carrière étonnante. Ancien officier hessois de la Garde, il appartenait à une famille de tradition militaire. Il avait fait ses premières armes dans l'armée impériale et reçu le baptême du feu en 1917 sur le front Ouest. Lieutenant d'active jusqu'en 1922, il était passé dans le corps franc hessois, puis dans la Reichswehr. Entré dans les affaires, il était devenu directeur d'une filiale d'une maison de publicité.

Gendre d'un Geheimrat de famille noble, il avait rejoint, en 1931, les SS et le parti d'Hitler. Il y fit une carrière fulgurante, d'abord comme prétorien convaincu. Car cet ancien des corps francs crut trouver dans les SS une sorte de prolongement de son passé des années vingt. En fait, il devint assez rapidement général d'armée, député au Reichstag et chef de l'état-major personnel d'Himmler, dont il fut le plus jeune général. Il détenait un poste de commandement important comme chef des SS et de la police en Italie, en 1944, lorsqu'il conçut l'idée d'une prise de contact avec les Alliés, afin de mettre localement fin à une guerre qu'il jugeait désormais perdue.

Wolff avait alors son P.C. sur les bords du lac de Garde, à Gardone. L'un de ses officiers, le Standartenführer Eugen Dollmann, était officier de liaison auprès du maréchal Kesselring, commandant en chef pour l'Italie, et auprès des autorités gouvernementales fascistes encore en place. En fait, le Dr. Dollmann était un historien, qui avait, en dépit de son appartenance aux SS, ses entrées auprès des représentants qualifiés du clergé, de la noblesse et même de l'économie de la péninsule.

Dans ces conditions, il pouvait tenter, au printemps 1944, d'établir un contact entre son chef et des agents alliés habilités à entamer les pourparlers envisagés par Wolff. A vrai dire, à l'époque, non seulement dans les hautes sphères militaires, mais même parmi les collaborateurs directs d'Hitler, nombreux étaient ceux qui cherchaient à mettre fin à une guerre

incontestablement perdue. Les déclarations du Führer — qui en était encore à affirmer qu'il ne capitulerait jamais et menaçait de mort quiconque engagerait des pourparlers avec l'ennemi — ne changeaient rien à cette conviction assez générale parmi les cadres élevés de l'armée et de la diplomatie allemandes.

Dès Noël 1943, le Dr. Dollmann avait d'ailleurs pressenti l'ambassadeur Ernst von Weizäcker, en vue d'une prise de contact avec le Vatican, dont les bons offices pouvaient, de l'avis de Wolff, faciliter les choses.

Le Saint-Père avait donc été préparé à une éventuelle entrevue avec le général SS. Mais il avait été entendu que ce dernier allait se présenter en tenue civile et être admis auprès du Pape en tant que diplomate d'une puissance étrangère.

Wolff fut effectivement reçu par Pie XII, le 10 mai 1944, dans la matinée. Un auteur allemand a raconté qu'à la même heure Donna Virginia Agnelli, une dame de la haute société romaine et qui avait joué un rôle dans les préparatifs de l'entrevue, s'apprêtait à entreprendre le pèlerinage des sept cathédrales de Rome, afin d'y implorer le succès de la visite en cours. Femme du grand constructeur automobile de Turin, elle avait intercédé auprès du cardinal Caccia-Dominioni pour organiser l'entrevue entre le général SS et le Saint-Père. Le Souverain Pontife semble d'ailleurs avoir très volontiers consenti à l'entreprise.

Descendus d'un taxi à une certaine distance du Vatican, Wolff et son adjoint Dollmann furent accueillis à l'extérieur par un Allemand, le R.P. Pfeiffer, et passèrent de la sorte inaperçus des sentinelles allemandes — des SS — qui devaient empêcher l'accès des lieux aux membres de la Wehrmacht.

Le général seul fut conduit auprès de Pie XII par le religieux, qui se retira aussitôt. L'entretien se poursuivit donc strictement entre le Souverain Pontife et Wolff. Il dura une heure et le dignitaire SS en revint très impressionné. Le chef de la chrétienté lui était apparu comme un homme très bien informé de la situation politique et militaire. D'après le général, c'est Pie XII qui aurait de lui-même abordé la question de la

clause d'une reddition inconditionnelle de l'Allemagne, tout en regrettant une telle disposition, considérée par lui comme un grand obstacle à une fin rapide du conflit.

Suivant la version de l'auteur allemand chez qui nous puisions ce récit, Pie XII aurait accueilli avec intérêt la proposition de son interlocuteur d'intervenir en vue d'une capitulation allemande, si toutefois des conditions honorables étaient offertes par les Alliés. Le Souverain Pontife, suivant les dires de Wolff, se serait engagé à agir après la signature, d'un armistice, pour adoucir le sort de l'Allemagne vaincue. Il aurait ajouté que bien des malentendus eussent été évités, « bien des péchés contre la charité chrétienne », si la démarche du général allemand avait été entreprise plus tôt...

L'entretien s'était terminé par la bénédiction apostolique au général, pour lui et pour sa famille, « ...en raison du dur chemin » dans lequel Wolff allait s'engager. Un dernier détail, que ne révéla pas le chef SS à son adjoint: en partant, le général, instinctivement, avait esquissé le salut hitlérien, suscitant ainsi un sourire indulgent du Souverain Pontife.

LA CONSPIRATION ALLEMANDE POUR LES POURPARLERS EN ITALIE

Wolff, par sa démarche au Vatican, avait été le premier à entamer des démarches pour une prise de contact avec les Alliés en Italie. A l'époque, trois forces — très différentes — y représentaient l'Allemagne: la Wehrmacht du maréchal Kesselring; les SS du général Wolff, également chef de la police; la diplomatie, en la personne de l'ambassadeur Rahn, représentant personnel d'Hitler auprès de Mussolini.

En fait, ces trois puissances s'observaient généralement avec méfiance. En outre, chacun était impressionné par la décision d'Hitler de mener jusqu'au bout une guerre que les chefs allemands en Italie savaient perdue. D'où une attitude très prudente de tous, à cause d'une dénonciation toujours possible. En réalité, Wolff avait été le premier à entreprendre

des démarches positives. Son ami Dollmann s'efforçait cependant de rechercher, dans le haut personnel allemand en Italie, d'autres partisans de pourparlers pour une cessation des hostilités.

Or, en juillet 1944, il reçut une invitation du général von Pohl, commandant de la Luftwaffe, à se rendre au PC de ce dernier aux environs de Florence. Connaissant ce général, son compatriote de Munster, il crut d'abord à un simple geste de politesse et s'y rendit. Dollmann a lui-même décrit l'entrevue. A son grand étonnement, von Pohl lui déclara d'entrée en matière que la guerre était perdue, mais qu'il était impossible de persuader le Führer de cesser le combat, « avant la destruction ou la bolchévisation de l'Allemagne ». Et il suggérait un accord avec les Alliés, à l'insu d'Hitler.

Mais, déclarait le général von Pohl, la Wehrmacht restait dans l'ensemble fidèle à son chef suprême. Par conséquent, seuls les SS étaient à même de discuter utilement avec les Alliés, grâce à l'organisation à leur disposition, et en dépit de l'aversion des Anglo-Saxons pour Himmler, interlocuteur non valable.

Dans ces conditions, il s'agissait de trouver une personnalité SS moins contestable, énergique, pour mener la négociation. Pohl ajoutait que, bien que ne partageant nullement la position politique des SS, il voyait là la seule issue possible.

Il fut facile à Dollmann de faire apparaître Wolff comme l'interlocuteur recherché. Et, dès septembre, il put ménager aux deux généraux l'entrevue souhaitée. Entre-temps il travaillait, dans les milieux catholiques — notamment auprès des cardinaux de Milan, de Turin et de Venise — en vue des pourparlers envisagés, fort de l'adhésion du général Pohl.

La diplomatie, troisième aspect de la présence allemande en Italie, était alors représentée, ainsi qu'il vient d'être dit, par le Dr. Rahn, lui aussi convaincu de la nécessité d'entrer en contact avec les Alliés pour une cessation des combats. Il avait, en outre, l'avantage d'être personnellement assez près de Kesselring, qu'il avait connu en Afrique.

Ce diplomate avait l'impression, enfin, qu'il serait lui-même facilement admis comme interlocuteur par les Alliés, précisément parce qu'il n'appartenait ni à la Wehrmacht, ni aux SS. Il avait d'ailleurs ses agents, très actifs, en Suisse.

Par un heureux hasard, le transfert du PC du général Wolff vers le lac de Garde facilitait l'entente entre les deux hommes. Rahn eut une réelle influence sur son voisin SS qui, en échange, le tenait au courant de ses propres projets et l'engageait à s'entendre avec Dollmann, chargé des prises de contact en Suisse.

Toutefois, le diplomate et le général étaient d'accord sur un point : au terme des tractations envisagées, seul le maréchal Kesselring pouvait faire déposer les armes. Il s'agissait donc avant tout de persuader le commandant en chef de la nécessité de traiter. Ce fut là la tâche du Dr. Rahn.

L'occasion d'une entrevue se présenta bientôt. L'ambassadeur n'eut aucun mal à dépeindre au maréchal le caractère désespéré de la situation. Il lui fit entrevoir un rôle analogue à celui qu'avait joué le maréchal Hindenburg à la fin de la première guerre mondiale. Il lui déclara que seul un grand chef militaire pouvait mettre à profit son prestige au sein de la Wehrmacht pour la préparation de la paix. Mais le maréchal, invoquant le serment à Hitler, ne consentit pas formellement à s'engager dans le sens indiqué par l'ambassadeur. Ce dernier lui laissa entendre que, du moins, après la mort éventuelle du Führer, il compterait sur lui. Mais il avait l'impression d'avoir gagné la première manche auprès de Kesselring, qui lui dit, sur un ton aimable, avant de prendre congé, qu'il faisait des vœux pour les plans politiques de Rahn.

D'autres généraux allemands, notamment le général Harster, avaient envisagé la prise de contact avec les Américains. Le patriote italien Parrilli, de son côté, devait participer à la première entrevue préparatoire de deux envoyés de Wolff avec l'un des collaborateurs d'Allen Dulles, Paul Blum.

L'entrevue avait été préparée par le major Waibel, des services de renseignements suisses, par l'intermédiaire du Dr.

Max Husmann, directeur d'un collège de garçons des environs de Lucerne, où un parent du baron Parrilli avait fait ses études. Et c'est grâce au Dr. Husmann que le patriote italien était entré en relations avec le major Waibel, qui alerta Allen Dulles, chef du service de renseignements américain en Suisse. Le baron Parrilli, encore sous le coup des dernières menaces de Mussolini — qui annonçait aux Italiens des représailles allemandes sévères si le pays se détachait du fascisme — avait décidé de faire l'impossible pour susciter un accord germano-américain pour mettre fin à la guerre en Italie.

Dans l'entrevue qu'eut avec lui l'adjoint d'Allen Dulles, Gero von Gaevernitz, le patriote italien, accompagné du Dr. Husmann, expliqua qu'il était en rapport avec un SS pas comme les autres, l'Obersturmführer Zimmer, un bon catholique. Ce dernier, opposé à la théorie de la « terre brûlée » que les Allemands allaient être mis en demeure par Hitler d'appliquer, en avait parlé à son ami Dollmann, un jeune Standartenführer. Tous deux étaient d'avis d'empêcher la mise en œuvre d'une telle mesure. Et l'officier supérieur SS devait en parler, à son tour, à son chef, le général Wolff.

En attendant, Zimmer et Parrilli avaient décidé de se rendre en Suisse, afin d'y trouver, par l'intermédiaire du Dr. Husmann, un contact avec les Américains. Le voyage de Parrilli fut facilité par des complaisances italiennes et allemandes.

Gaevernitz, d'abord très réservé, fut intéressé par la mention du nom de Dollmann, qu'il connaissait personnellement, et par celle de Wolff. Mais il était sceptique quant aux possibilités des deux Allemands d'agir sur le général SS, en vue d'une capitulation des forces allemandes d'Italie.

Or, quelques jours plus tard, Parrilli s'annonça de nouveau en Suisse, accompagné de Dollmann et de Zimmer. Le major Waibel leur avait facilité le franchissement de la frontière. L'entrevue eut lieu à Lugano, entre les Allemands et le collaborateur d'Allen Dulles, Paul Blum. Elle faisait suite à une réunion organisée par Wolff, qui, le 28 février, avait convoqué

quelques officiers de haut rang, dont le général Harster, ses subordonnés directs de la Wehrmacht et des SS pour leur communiquer le plan de Parrilli.

Ce fut la préparation de l'entrevue que Dulles devait avoir, quelques jours plus tard, avec le général Wolff lui-même, à Zurich, le 8 mars.

Le général Wolff déclara à Allen Dulles qu'il avait cru en Hitler du début du national-socialisme jusqu'à l'année passée, mais que désormais la guerre lui semblait perdue et qu'il considérait comme un crime une poursuite des opérations. Il ajoutait qu'en tant qu'Allemand conscient de ses devoirs il ferait tout son possible pour arrêter les hostilités. Il précisait : « J'ai les formations SS en Italie sous mon commandement et je suis prêt à me mettre à la disposition des Alliés, avec mon organisation, pour obtenir la cessation des hostilités. » Ce propos est rapporté par Allen Dulles lui-même.

Toutefois, faisait-il remarquer, il lui fallait encore obtenir l'assentiment des chefs supérieurs de la Wehrmacht, car les SS seuls ne seraient pas à même d'arrêter les combats. Les discussions durèrent une heure. Mais il n'était pas possible de s'entendre sur les mesures d'exécution, tant que ne serait pas connue l'attitude du maréchal Kesselring. Ce dernier, disait Wolff, n'était pas encore entièrement gagné à la cause, mais l'ambassadeur Rahn s'efforçait de le convaincre de la nécessité de contacts avec les Alliés. Une fois Kesselring décidé à agir, il serait sans doute possible de l'inciter à venir lui-même en Suisse, pour y traiter des conditions de la capitulation, ou à y déléguer un représentant qualifié.

En rapportant ces faits, Allen Dulles fait remarquer qu'à aucun moment de son entretien avec Wolff ce dernier n'avait cherché à obtenir, en reconnaissance de ses efforts en vue de l'accord avec les Alliés, la moindre promesse de non-poursuite ultérieure pour son attitude passée. Le général, au contraire, avait déclaré qu'il ne reniait absolument pas ses actes antérieurs, qu'il ne se sentait nullement une responsabilité de criminel de guerre.

Le lendemain, Wolff eut encore une dernière entrevue avec Gaevernitz, au cours de laquelle il assurait avoir, avec Kesselring, la situation bien en mains en Italie du Nord. Il ajoutait que si, lui et Kesselring, soutenus par Rahn, agissaient de concert, Hitler et Himmler se trouveraient dans l'impossibilité totale de prendre des contre-mesures efficaces. Bien mieux, une telle attitude ferait tache d'huile, car de nombreux généraux allemands n'attendaient que l'initiative de l'un d'entre eux pour déposer les armes. En attendant, dit Wolff, avant de prendre congé de Gaevernitz, ni Hitler ni Himmler n'étaient au courant de son voyage en Suisse.

VERS LA CONCLUSION DE LA CAPITULATION

En revenant, le 9 mars, après son entrevue avec Allen Dulles et Gaevernitz, le général Wolff n'était pas au bout de ses peines. Car, entre-temps, le chef du Sicherheitshauptamt, Kaltenbrunner, avait été mis au courant du déplacement, sinon de la nature exacte des pourparlers de son subordonné. Ses agents, en effet, lui avaient signalé le passage de la frontière suisse par le général, l'arrivée et le départ, pour Zurich, d'une « Commission du port de Gênes ».

D'autres rapports mentionnaient l'arrivée, également à Zurich, d'Allen Dulles, chef des services secrets américains, et l'entretien de cette personnalité « avec un visiteur, sans doute allemand ». Mais sans doute Kaltenbrunner avait-il été mis au courant du voyage par le général Harster — du moins Allen Dulles le suppose dans ses mémoires — et Wolff fut invité, dès son retour, à se présenter à son chef à Innsbruck. Ce à quoi le général SS répondit que, dans les circonstances du moment, il lui était impossible de se rendre à l'appel de Kaltenbrunner...

Mais une autre personnalité était déjà informée de la visite de Wolff en Suisse : Staline. Ce dernier rêvait alors d'une occupation partielle de l'Italie par les troupes soviétiques. Or, il apprit l'engagement, à son insu, de pourparlers avec les Allemands, pour une capitulation de ceux-ci en Italie. La nouvelle

lui provenait, sans doute, de sympathisants placés auprès de Roosevelt. Il en conçut une vive déception. Mais les Alliés lui avaient bien fait connaître que de tels entretiens étaient déjà en cours et qu'un délégué russe serait invité à assister à la signature de l'acte de capitulation.

Sur ces entrefaites, le général Eisenhower désigna les généraux Lemnitzer — chef d'état-major adjoint du maréchal Alexander — et Airey — chef des services de renseignements alliés en Méditerranée — pour se rendre en Suisse, afin d'y suivre, en qualité d'observateurs, les pourparlers envisagés.

Ces derniers, estimait le général Wolff, devaient être plutôt facilités du fait de la désignation, comme commandant en chef local, du général von Vietinghoff, à la place du maréchal Kesselring, nommé à la tête du commandement Ouest. Mais encore fallait-il le temps, à Wolff, de mettre au courant des négociations le nouveau chef. Or, celui-ci devait arriver en Italie le 19 mars, journée prévue par le général SS pour l'entretien projeté avec les représentants qualifiés des Alliés.

Dès le 18, des officiers SS s'étaient rendus en Suisse, où la rencontre eut lieu à Ascona, à proximité de la frontière italienne, par l'intermédiaire des personnalités déjà engagées dans les pourparlers: le baron Parrilli, le major Waibel et le Dr. Husmann. Wolff y parvint, comme convenu, le 19 à 11 heures. Les noms des envoyés du général Eisenhower ne lui furent pas communiqués, mais les deux généraux furent présentés comme « conseillers militaires » de M. Dulles. Ce dernier expliqua à son interlocuteur allemand que, si la capitulation n'était pas signée promptement, elle serait bientôt rendue impossible par une quelconque offensive alliée, qui aboutirait à une dispersion totale des forces de la Wehrmacht.

Wolff sembla quelque peu déçu. D'une part, il s'était attendu à des propositions précises et, de l'autre, il n'avait pu voir ni le général Vietinghoff, ni le général Kesselring, qu'il aurait voulu gagner à son plan.

Dans ces conditions, il déclara être prêt à signer un armistice, mais suggéra, non seulement d'attendre l'installation du

nouveau commandant en chef local, mais d'aller lui-même se rendre auprès du maréchal Kesselring, désormais commandant en chef du front Ouest. Car une capitulation générale lui apparaissait comme désirable. A la demande de ses interlocuteurs, il avait d'ailleurs spécifié qu'il avait lui-même sous son commandement non seulement les SS de toutes nationalités se trouvant en Haute-Italie, mais encore — en tant que général de la Wehrmacht, titre qui lui avait été conféré — environ 50 000 Allemands, à vrai dire surtout d'unités de transport et de soutien logistique.

Toutes ces questions avaient été débattues entre le général Wolff et Gaevernitz avant même l'entrevue proprement dite en présence des deux envoyés du général Eisenhower. Ce fut alors une scène solennelle, si nous en croyons Dulles : c'était la première fois que de hautes personnalités militaires alliées rencontraient, en territoire neutre, un général allemand, alors qu'au-delà de la frontière le combat se poursuivait...

Le général Lemnitzer fit remarquer au chef SS qu'il ne pouvait s'agir que d'une capitulation sans condition de la part des généraux allemands concernés. Sur le plan pratique, il convenait seulement de mettre au point l'accord de reddition entre représentants qualifiés des deux camps. Ceux des Allemands seraient introduits discrètement en Suisse et, de là, dirigés sur le PC allié, les Anglo-Saxons garantissant la sécurité des parlementaires ainsi que la conservation du secret pour leur déplacement.

Le général Wolff proposa d'envoyer deux délégués allemands en Italie du Sud, l'un pour la Wehrmacht, l'autre pour les SS. A la question, pourquoi il tenait tant à voir Kesselring avant Vietinghoff, il précisa que ce dernier — officier de type traditionnel — serait plus facile à convaincre s'il pouvait être assuré de l'assentiment de son chef. Il espérait, « avec un peu de chance et sauf expédition dans l'au-delà par les bombardiers alliés », être de retour dans quelques jours.

Avant son départ, et afin de pouvoir prétendre que son voyage en Suisse était motivé par une discussion sur un

échange de prisonniers, il négocia la libération de Parri, un chef de partisans capturé, contre un prisonnier des Alliés. Puis il partit pour le PC du maréchal Kesselring, afin d'y évoquer la possibilité d'étendre, le cas échéant, à l'ensemble du front Ouest les pourparlers engagés. Il était entendu qu'il serait de retour le 24.

Le maréchal fut surpris d'apprendre que les négociations étaient déjà si avancées. Mais il ne crut pas pouvoir assurer à Wolff la reddition de l'ensemble des formations du front Ouest : il n'avait pas encore eu le temps matériel de prendre ses armées en mains. Mais il donna son assentiment de principe aux projets de Wolff. Ce dernier fut appelé au téléphone, pendant son séjour auprès de Kesselring. C'était Himmler, qui lui demandait des éclaircissements au sujet des tractations entreprises. Il fut facile au général de répondre qu'il s'était agi de pourparlers au sujet d'échanges de prisonniers et il put citer des noms.

Mais la vérité ne tarda pas à être connue d'Himmler. Ce dernier prit « sous sa protection » la famille de Wolff et intima à son subordonné l'ordre de ne pas quitter l'Italie. Il fallut bien obtempérer. Mais le chef SS tourna la difficulté en demandant à Dulles de lui envoyer un officier de grade élevé. La démarche fut transmise par le baron Parrilli. Bien entendu, les représentants alliés auront attendu en vain, le 24 mars, l'arrivée de Wolff.

Les choses allaient donc se compliquer. Lemnitzer réclamait l'envoi de représentants allemands, qui devaient franchir les lignes en donnant un mot de passe indiqué : Nuremberg. Mais Vietinghoff, de son côté, entendait d'abord voir le texte de la capitulation. Cette exigence fut l'objet d'un message allié qui parvint sans doute à la connaissance d'Himmler. Toujours est-il que ce dernier ordonna à son subordonné de comparaître à Berlin. Wolff tenta d'abord de se tirer de ce mauvais pas en faisant remettre, par un ami, une lettre au Reichsführer. Mais ce dernier réitéra son ordre et Wolff dut s'exécuter.

L'entretien avec Himmler dura quatre longues heures. D'après un auteur allemand, le général SS aurait été reçu avec les mots: « J'ai brûlé votre lettre de Gardone, mon cher Wolff. Elle est trop compromettante. On ne sait jamais entre les mains de qui pourrait tomber un papier pareil. » Mais Himmler semblait indécis. Alors, il fit venir Kaltenbrunner. Ce dernier, en réalité, aurait bien voulu se substituer au général Wolff, afin de se réhabiliter aux yeux des Alliés... Finalement, Wolff lui proposa d'aller trouver Hitler avec lui. « Allez trouver le Führer et dites-lui tout », trancha Himmler, qui ne les accompagna pas personnellement.

Après une course à travers un Berlin déjà partiellement en ruines, les deux envoyés furent reçus par Hitler, sur la terrasse de la Chancellerie. Wolff fit son exposé. Le Führer donnait l'impression de ne pas se rendre compte de la situation. Interrompant le récit du chef SS, il dit: « Il nous faut tenir encore quelques semaines. Alors les Américains se tourneront contre les Russes. Dites à Vietinghoff de défendre avec la dernière énergie le front d'Italie... Votre chance à vous, c'est que les Américains aient réagi positivement à votre initiative. Mais leur promptitude à entamer des pourparlers prouve leur faiblesse interne. Maintenant, je verrai ce que m'offrent les Russes. Si les conditions de Staline me conviennent mieux, je m'allierai avec eux. Cela m'est absolument indifférent de me ranger d'un côté ou de l'autre. »

Dès son retour, le 20 avril, Wolff prit rendez-vous — toujours par l'intermédiaire de son complice italien Parrilli — avec ses interlocuteurs alliés pour le 23. Puis il eut une entrevue avec le général Vietinghoff, qui était prêt à dépêcher un de ses officiers pour aller, avec le commandant SS Wenner, de l'état-major de Wolff, signer la capitulation à Caserta, au P.C. des Forces alliées.

Mais cette rencontre, qui finalement ne put avoir lieu que le 29 avril, fut difficile à organiser. Car Dulles, impressionné par une intervention de Staline, se montra d'abord réticent. Ses scrupules furent seulement surmontés par de

puissantes pressions extérieures, celles du baron Parrilli et du Vatican.

Du côté allemand, des difficultés imprévues devaient alors surgir. Le général Vietinghoff avait été relevé de son commandement et le PC transféré à Bolzano. Le théâtre d'opérations d'Italie passait de nouveau aux ordres de Kesselring, commandant en chef Ouest. Par ailleurs était arrivé l'ordre formel d'Himmler d'arrêter tous les pourparlers et de continuer la résistance.

Quant à Wolff, en se rendant à Bolzano à son retour, il s'était trouvé encerclé par des partisans et il avait fallu l'intervention du Service de renseignements suisse auprès des autorités consulaires américaines pour le dégager.

Pendant ce temps, le représentant de Vietinghoff et celui du général Wolff — que ce dernier avait conduits en Suisse, avant de se rendre à Bolzano — avaient été acheminés par avion à Caserta, à la demande du maréchal Alexander. Ils devaient y signer l'acte de capitulation, pendant que Wolff en préparait déjà l'exécution du côté allemand.

La signature eut lieu le 29. Mais l'armistice ne devait entrer en vigueur que le 2 mai, afin de permettre aux généraux Wolff et Vietinghoff de le ratifier.

Ce dernier ne reçut jamais le document à signer. Il avait été remplacé, entre-temps, par le général Schultz, le général Wenzel relevant, en qualité d'adjoint, le général Röttiger. Ce dernier tenta de persuader les nouveaux chefs de reconnaître la capitulation. Ils s'y refusèrent. Mais l'ancien adjoint de Vietinghoff prit alors sur lui de les faire arrêter et garder à vue.

Sur ces entrefaites, le quartier général du Führer, alerté par Kaltenbrunner, donna ordre à un Sonderkommando de se diriger sur le PC de Bolzano et de s'emparer des « conjurés ».

Röttiger, très actif, avait réuni les commandants de C.A., mais sa position était incertaine. On pouvait s'attendre à des désordres sanglants entre partisans et adversaires de la capitulation. Mais les Alliés s'inquiétaient... pendant que parvenaient sur les lieux les hommes du Sonderkommando de

Kaltenbrunner..., fort heureusement précédés par un détachement blindé aux ordres de Wolff. Röttiger, désespéré, voulut se suicider.

Finalement, il se ressaisit, sur l'intervention de Wolff, qui parvint à persuader apparemment les deux généraux prisonniers. Il était temps, car les subordonnés immédiats refusaient d'exécuter la capitulation. Néanmoins, Schultz et Wenzel ne voulaient accepter l'accord signé qu'à condition d'être couverts par le maréchal Kesselring.

La nuit du 1^{er} au 2 mai faillit être dramatique. Les opposants à la capitulation gagnaient des partisans. Schultz tenta même de faire venir des hommes en armes pour arrêter les complices de Wolff. Ce dernier, ayant éventé le piège, emmena avec lui ses amis, après les avoir fait sortir par une issue dérobée...

Il se rendit alors à son propre PC, alors que la lutte sanglante pouvait se déclencher entre ses partisans et les récalcitrants. Puis, le téléphone retentit: c'était le maréchal Kesselring qui appelait...

La conversation entre les deux hommes dura plus de deux heures, le général Wolff ne cessant d'implorer son chef de donner son assentiment à l'accord signé. Enfin, à quatre heures du matin, il l'obtint. Il était temps: depuis 20 heures 20, le maréchal Alexander avait exigé une ratification immédiate, sous peine d'une mise en route des blindés alliés...

Tel fut le commencement de la grande fin, de la défaite allemande en Europe.

* * *

Que conclure de notre bref exposé? D'abord, au rôle prépondérant joué par le général Wolff dans la longue préparation d'une reddition pourtant devenue inéluctable. Mais le chef SS n'a-t-il pas poursuivi alors d'autres fins que la simple cessation des hostilités? N'avait-il pas envisagé, comme d'autres chefs allemands¹, une sorte de renversement des alliances qui

¹ Cf. à ce sujet l'opinion du général Student dans notre article :« Les troupes aéroportées allemandes en 1939-1945 », Revue de défense nationale, déc. 1952.

aurait opposé les Alliés, renforcés par les forces du Reich, aux armées soviétiques?

Si de telles perspectives ont effleuré l'esprit de Wolff, l'attitude de ses premiers interlocuteurs anglo-saxons lui a certainement enlevé toutes illusions à ce sujet. Mais en contribuant à une reddition, avant le développement de certains plans de Staline — dont les sympathisants locaux avaient préparé une intégration idéologique et politique de l'Italie dans le monde marxiste —, le chef allemand a rendu un service éminent à la cause occidentale.

Et cependant l'on reste confondu devant le volume de complexités et de soutiens que Wolff a dû réunir pour réussir sa tentative, alors que pourtant, depuis 1944, la défaite allemande devait apparaître comme inéluctable aux chefs de la Wehrmacht. Mais les grands généraux de celle-ci — même un Kesselring — étaient restés longtemps prisonniers de leur fidélité au serment juré, sorte de reflet attardé et pathologique de cette soumission totale à l'autorité, jadis érigée en loi par Luther, mais dont le fondement juridique et moral avait disparu sous le régime hitlérien.

Par contre, un concours émouvant a été accordé, aux efforts pour la paix avec les Alliés, par divers patriotes italiens et par l'Eglise, aussi bien par le Vatican lui-même que par l'épiscopat local. Mais nous voudrions souligner ici tout particulièrement le rôle désintéressé joué en l'occurrence par certains collaborateurs du service de renseignements suisse. Cette action bienfaisante sur un plan international était conforme à la mission médiatrice traditionnelle suisse. En contribuant de la sorte à la paix de l'Europe, la Confédération a largement justifié la confiance jadis placée en elle, aussi bien par les puissances du Congrès de Vienne que — cent ans plus tard — par celles du traité de Versailles.

Ferdinand Th. SCHNEIDER